

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/ECU/3

G/SCM/Q1/ECU/3

8 octobre 1998

(98-3879)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par le JAPON concernant la notification présentée par l'ÉQUATEUR¹

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 octobre 1998.

Question 1

Les "règles et procédures à suivre pour l'application de mesures permettant de prévenir et de neutraliser les effets défavorables imputables à des pratiques commerciales déloyales ou à une augmentation des importations dans des conditions telles qu'elles causent ou menacent de causer un dommage grave à la production nationale" (ci-après dénommées "les Règles") ne comportent aucune description de l'évaluation cumulative des effets des importations d'un produit en provenance de plus d'un pays, comme il est prévu à l'article 3.3 de l'Accord antidumping.

Si les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays font simultanément l'objet d'une enquête, l'Équateur pourrait-il indiquer si les autorités chargées de l'enquête procèdent à une évaluation cumulative de ces importations? Dans l'affirmative, quel type de critères appliquent-elles?

Question 2

L'article 6.1.1 de l'Accord antidumping dispose qu'"un délai d'au moins 30 jours sera ménagé aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires utilisés dans une enquête antidumping".

L'article 32 des Règles dispose quant à lui que "l'autorité chargée de l'enquête pourra demander des renseignements de tous types, y compris des critères techniques, aux différents départements de l'administration publique, qui lui répondront le plus rapidement possible".

Les exportateurs ou producteurs étrangers disposent-ils d'au moins 30 jours pour répondre à l'autorité équatorienne chargée de l'enquête?

Question 3

L'article 53 des Règles prévoit des mesures anticontournement. Comment l'Équateur justifie-t-il cette disposition au regard de l'Accord antidumping?

¹ G/ADP/N/1/ECU/1-G/SCM/N/1/ECU/1 et G/ADP/N/1/ECU/1/Suppl.1-G/SGM/N/1/ECU/1/Suppl.1-G/SG/N/1/ECU/2/Suppl.1.